

Amiens

Les policiers mijotés façon “bœuf-carottes” par le chef cuisinier, DDSP de la Somme

Voilà plusieurs années qu’Alliance police nationale martèle ses revendications de renforts pour la circonscription d’Amiens, toutes directions d’emploi confondues.

Notre organisation ne ménage pas sa peine pour dénoncer les difficultés rencontrées par nos collègues de la DDSP 80, dans l’exercice quotidien de leurs fonctions.

À ce titre, début 2010, nous avons solennellement alerté les plus hautes instances de notre Administration. Si cette dernière n’a pas été totalement sourde aux appels des policiers, relayés par nos soins, elle n’a, malgré tout, pas su inverser la tendance.

Bien au contraire, la situation s’est encore aggravée ! Plus particulièrement depuis les émeutes du second semestre 2010, dans les quartiers Nord. Les forces de police amiénoises avaient dû faire face à une véritable guérilla urbaine, avec les moyens du bord. Ce ne sont pas les renforts ponctuels, de quelques compagnies de CRS, qui ont durablement ou sensiblement changé la donne.

Nos valeureux collègues des CRS ont certes contribué, avec tout le professionnalisme qu’on leur connaît, à un léger apaisement de la si-

tuation. Mais, en 2010, les données locales de la délinquance et de la criminalité, enregistrées en zone police, à Amiens, restent impressionnantes.

Étonnant relevé de décisions

Elles font état de 2 703 faits constatés d’atteintes volontaires à l’intégrité physique, incluant celles commises contre les agents de la force publique. De plus, 2 446 faits de destruction et de dégradations de biens, ainsi que 485 faits de menaces de violences et autres outrages, ont aussi été répertoriés. Dans de telles circonstances, on aurait pu croire – ou espérer – que le DDSP de la Somme se sentirait un tant soit peu solidaire de ses troupes malmenées. Malheureusement, il semble que cela ne soit pas le cas. Bien au contraire... Nous en voulons pour preuve la note de service diffusée le 21 octobre 2011. Elle était accompagnée d’un étonnant relevé de décisions, prises par le DDSP Yannick Gomez, à l’issue d’une rencontre entre le parquet et quelques policiers amiénois.

Selon cette note, cette réunion avait pour principal objet “d’améliorer le contrôle du contenu et la qualité générale des procès-verbaux rédigés par les fonctionnaires du commis-

sariat d’Amiens, relatant les interventions sur la voie publique et les interpellations”.

Mais la lecture attentive de ces lignes fait apparaître des intentions bien moins louables de la part du DDSP. Visiblement, il est plus enclin à traquer le policier “faillible” qu’à le soutenir dans son quotidien, ô combien difficile. En effet, la démarche elle-même, les termes employés et les solutions préconisées, de manière unilatérale, relèvent plus des us et coutumes d’une pseudo “police des polices” que de la gestion normale d’une DDSP.

DDSP ou IGPN ?

À cet égard, loin d’améliorer les relations avec le parquet, cette note de service va générer, à coup sûr, un climat de défiance voire de discrédit, vis-à-vis des policiers de terrain. L’officier de police judiciaire sera ainsi transformé en véritable enquêteur de l’IGS, chargé de mettre en évidence toute “malfaçon” du ou des collègues primo-intervenants sur la voie publique.

Dans ce cas précis, il est demandé à l’OPJ présent de procéder à l’audition du fonctionnaire ayant rédigé le PV jugé imprécis, incomplet, erroné ou comportant des “contradictions inexplicables” (sic).

Chefs déconnectés

Il fera de même avec les autres membres de l’équipage. Il procédera, si nécessaire, à l’écoute de la bande radio et, “en coordination avec le procureur de la République et le DDSP”, à la retranscription de celle-ci !

Au final, il s’agit là d’une véritable chasse aux sorcières. Elle peut aller même jusqu’aux confrontations entre les fonctionnaires de police et les personnes mises en cause, par le biais d’un OPJ. Lui qui est déjà malmené par les réformes successives de la procédure pénale n’avait vraiment pas besoin de ces nouvelles prérogatives ! C’est bien la preuve, s’il en fallait encore une, de ce qu’Alliance Police Nationale dénonce depuis de nombreux mois : à Amiens comme malheureusement dans nombre de services de police parisiens ou provinciaux, de nouveaux chefs gestionnaires/statisticiens prolifèrent.

Complètement déconnectés de la réalité du terrain, ils sont en rupture totale avec leurs effectifs. Leur management est devenu tellement despotique qu’il a quasiment supprimé toute opportunité de concertation avec le personnel et ses représentants. ■

Olivier BERTON
Chargé de mission